

Aides de la PEEC aux ménages Résultats provisoires 3^e trimestre 2015

Cette note présente le suivi des aides aux ménages distribuées par les CIL au 3^e trimestre 2015. Ces aides constituent l'un des emplois de la PEEC (L.313-3 et R.313-19-1 du CCH).

La note couvre les aides suivantes : avance LOCA-PASS, garantie LOCA-PASS, prêt accession, prêt travaux, MOBILI-PASS et prêts aux ménages en difficulté¹. Compte tenu du jeu de données disponibles, les aides MOBILI-JEUNE ne sont pas analysées. La GRL ainsi que les services CIL-PASS MOBILITE et CIL-PASS ASSISTANCE ne sont pas inclus dans la base fournie par l'UESL.

Les dénombrements d'aides (hors garanties LOCA-PASS) correspondent aux nombres de dossiers d'aides pour lesquels un premier décaissement a été réalisé au cours de la période étudiée, il s'agit donc des nouvelles aides décaissées du trimestre. Pour les garanties LOCA-PASS, il s'agit du nombre de dossiers ayant fait l'objet d'un engagement dans le trimestre étudié.

Les montants versés correspondent à la somme de tous les décaissements associés à l'aide, y compris ceux concernant des aides ayant connu des décaissements au cours de précédents trimestres. Les dénombrements d'aides et les montants versés ne sont donc pas sur le même périmètre.

Les montants engagés correspondent aux engagements associés aux nouvelles aides accordées dans le trimestre.

Les données analysées dans ce document proviennent du recueil de données d'activité de l'UESL.

Les résultats sont provisoires, des déclarations ultérieures à la date d'observation du trimestre étant susceptibles d'être réalisées.

¹ La note ne couvre pas l'exhaustivité des prêts aux ménages en difficulté existants. Seuls les prêts pour allègement de charges liées au logement et les prêts pour refinancement de prêt immobilier sont comptabilisés dans la note. Les prêts pour les locataires en difficulté et les prêts pour rachat de logement ne sont pas présents dans la base fournie par l'UESL.

ANALYSE

Au 3^e trimestre 2015, l'activité au titre de la PEEC relative aux aides aux ménages a progressé par rapport au précédent trimestre en nombre d'aides distribuées, en montants versés et en montants engagés.

NOMBRE D'AIDES DISTRIBUÉES AUX MÉNAGES

Le nombre d'aides accordées par les CIL au 3^e trimestre 2015 s'élève à 76 366 aides, une valeur en hausse par rapport au 2^e trimestre 2015 (+6,3%). Cette valeur est cependant en nette baisse par rapport à celle observée au 3^e trimestre 2014 (-22,1%).

La progression par rapport au précédent trimestre s'explique principalement par la hausse des avances LOCA-PASS distribuées (plus de 3 000 avances en plus par rapport au précédent trimestre). La diminution par rapport au 3^e trimestre 2014 s'explique notamment par la forte baisse sur les aides LOCA-PASS (environ 8 000 avances et 11 000 garanties en moins par rapport au 3^e trimestre 2014).

Les aides LOCA-PASS constituent la grande partie des aides aux ménages distribuées, les avances et les garanties représentant respectivement 46% et 38% du total des nouvelles aides accordées au 3^e trimestre 2015.

MONTANTS VERSÉS AU TITRE DES AIDES AUX MÉNAGES

Les montants versés au 3^e trimestre 2015 s'élèvent à 160,8 millions d'euros, une valeur en progression par rapport au 2^e trimestre 2015 (+13,1%) mais en forte diminution par rapport au 3^e trimestre 2014 (-26,1%).

9,9 millions d'euros ont été versés au titre de la garantie LOCA-PASS au 3^e trimestre 2015, correspondant aux mises en jeu de 11 620 garanties (contre 10,4 millions d'euros et 12 199 garanties mises en jeu au 2^e trimestre 2015 et 12,8 millions d'euros et 14 386 garanties mises en jeu au 3^e trimestre 2014).

La reprise de l'activité au titre des prêts accession observée depuis deux trimestres (15 millions d'euros en plus par rapport au précédent trimestre, 28 millions d'euros en plus par rapport au 1^{er} trimestre 2015) explique la progression des montants versés au 3^e trimestre 2015. Néanmoins, la distribution des prêts accession ce trimestre est encore en deçà de la distribution observée au 3^e trimestre 2014 (39 millions d'euros en moins), ce qui a pour conséquence la forte baisse des montants versés par rapport au 3^e trimestre de l'année dernière.

Les prêts accession représentent toujours la majorité des versements relatifs aux aides aux ménages, ils représentent en effet 69% du total des versements du 3^e trimestre 2015.

MONTANTS ENGAGÉS AU TITRE DES AIDES AUX MÉNAGES

308,5 millions d'euros ont été engagés au 3^e trimestre 2015, soit une valeur légèrement supérieure à celle du 2^e trimestre 2015 (302,1 millions d'euros) mais inférieure à celle du 3^e trimestre 2014 (356,8 millions d'euros).

La légère hausse par rapport au trimestre précédent est la conséquence de la hausse des engagements au titre du prêt accession. La diminution par rapport au 3^e trimestre 2014 s'explique par la forte baisse des engagements au titre de la garantie LOCA-PASS.

La plupart des engagements du 3^e trimestre 2015 correspondent aux engagements au titre du prêt accession (44% du total des engagements) et de la garantie LOCA-PASS (41%).

TABLEAUX RÉCAPITULATIFS DU 3^E TRIMESTRE 2015

Tableau 1 : Récapitulatif des aides aux ménages distribuées

Nombre de nouvelles aides financées	Avance LOCA-PASS	Garantie LOCA-PASS	Prêt accession	Prêt travaux	MOBILI-PASS	Prêts aux ménages en difficulté ⁽¹⁾	TOTAL
3e trimestre 2015	34 802	29 000	7 093	2 404	2 932	135	76 366
2e trimestre 2015	31 520	29 572	6 234	2 169	2 167	153	71 815
<i>Evolution T3 15 / T2 15</i>	10,4%	-1,9%	13,8%	10,8%	35,3%	-11,8%	6,3%
3e trimestre 2014	42 798	40 193	8 769	3 288	2 864	173	98 085
<i>Evolution T3 15 / T3 14</i>	-18,7%	-27,8%	-19,1%	-26,9%	2,4%	-22,0%	-22,1%
Total 2015	100 358	88 764	18 596	6 447	7 819	425	222 409
Total 2014	165 637	144 561	31 672	11 959	11 751	685	366 266
Total 2013	172 477	145 285	32 970	15 041	12 298	565	378 639
Total 2012	183 019	145 452	37 711	7 204	14 249	466	388 211

(1) Ces prêts recouvrent les prêts pour allègement de charges liées au logement (ex-SECURI-PASS) et les prêts pour refinancement de prêt immobilier plus onéreux.

Tableau 2 : Récapitulatif des montants versés au titre des aides aux ménages

Montants versés (en milliers d'euros)	Avance LOCA-PASS	Garantie LOCA-PASS	Prêt accession	Prêt travaux	MOBILI-PASS	Prêts aux ménages en difficulté ⁽¹⁾	TOTAL
3e trimestre 2015	14 451	9 932	110 867	16 073	6 003	3 423	160 750
2e trimestre 2015	13 145	10 415	95 345	14 740	4 437	4 069	142 150
<i>Evolution T3 15 / T2 15</i>	9,9%	-4,6%	16,3%	9,0%	35,3%	-15,9%	13,1%
3e trimestre 2014	17 854	12 818	149 701	26 534	5 720	4 960	217 618
<i>Evolution T3 15 / T3 14</i>	-19,1%	-22,5%	-25,9%	-39,4%	5,0%	-31,0%	-26,1%
Total 2015	41 729	30 913	288 501	44 201	15 946	11 261	432 551
Total 2014	68 704	50 405	549 450	96 042	23 618	18 994	807 297
Total 2013	71 349	58 112	563 229	117 382	24 362	16 186	851 306
Total 2012	75 198	65 445	555 471	47 529	26 505	12 949	792 560

(1) Ces prêts recouvrent les prêts pour allègement de charges liées au logement (ex-SECURI-PASS) et les prêts pour refinancement de prêt immobilier plus onéreux.



Tableau 3 : Résultats détaillés des aides distribuées et des montants versés au 3^e trimestre 2015

	T3 2014	T4 2014	T1 2015	T2 2015	T3 2015	Evol / T-1	Evol / T-4	Cumul 2014	Cumul 2015	Evol 2015/2014
Avance LOCA-PASS	Nombre de nouvelles aides	42 798	41 761	34 036	31 520	77,3%	78,1%	34 802	100 358	-19,0%
	% parc conventionné	73,4%	75,1%	75,6%	77,3%	77,3%	78,1%	77,3%	77,0%	4,3
	% parc libre	26,6%	24,9%	24,4%	22,7%	22,7%	21,9%	22,7%	23,0%	-4,3
	Age moyen des bénéficiaires	31,7	31,1	31,4	31,7	31,7	31,5	31,6	31,5	-0,1
	% moins de 30 ans	52,1%	55,2%	54,1%	52,9%	52,9%	53,1%	52,9%	53,4%	0,5
Garantie LOCA-PASS	Montants engagés (en milliers d'euros)	19 587	17 400	16 527	15 185	14 738	14 738	57 729	46 449	-19,5%
	Montants versés (en milliers d'euros)	17 854	17 174	14 132	13 145	14 451	14 451	51 530	41 729	-19,0%
	Nombre de nouvelles aides	40 193	36 988	30 192	29 572	29 000	30,6	107 573	88 764	-17,5%
	Age moyen des bénéficiaires	30,2	30,3	31,4	31,4	30,6	30,6	31,1	31,1	0,1
	% moins de 30 ans	59,6%	59,0%	54,6%	54,4%	57,4%	57,4%	55,8%	55,5%	-0,3
Prêt Accession	Montants engagés (en milliers d'euros)	173 700	138 004	134 952	132 292	126 880	126 880	473 107	394 124	-16,7%
	Nombre de nouvelles mises en jeu	6 560	6 997	5 899	5 832	5 427	5 427	18 386	17 158	-6,7%
	Nombre de mises en jeu	14 386	14 825	12 528	12 199	11 620	11 620	42 344	36 347	-14,2%
	Montants versés (en milliers d'euros)	12 818	13 063	10 567	10 415	9 932	9 932	37 342	30 913	-17,2%
	Nombre de nouvelles aides	8 769	6 728	5 269	6 234	7 093	7 093	24 944	18 596	-25,4%
Prêt Travaux	% neuf	34,1%	47,5%	39,7%	33,8%	29,0%	29,0%	35,6%	33,7%	-1,9
	% ancien sans travaux	64,3%	50,6%	58,3%	64,1%	68,8%	68,8%	62,5%	64,3%	1,7
	Age moyen des bénéficiaires	32,6	32,8	32,7	33,0	33,4	33,4	32,4	33,0	0,6
	% moins de 30 ans	43,3%	41,5%	42,4%	39,5%	38,7%	38,7%	44,7%	40,0%	-4,7
	Montants engagés (en milliers d'euros)	128 635	96 226	96 747	125 831	136 795	136 795	447 806	359 372	-19,7%
Aide MOBIL-PASS	Montants versés (en milliers d'euros)	149 701	104 206	82 288	95 345	110 867	110 867	445 244	288 501	-35,2%
	Nombre de nouvelles aides	3 288	2 919	1 874	2 169	2 404	2 404	9 040	6 447	-28,7%
	% amélioration	69,8%	67,7%	65,5%	64,9%	65,5%	65,5%	70,2%	65,3%	-4,9
	% agrandissement	14,1%	14,9%	18,4%	19,9%	18,5%	18,5%	13,7%	18,9%	5,2
	% économie d'énergie	15,9%	17,1%	15,8%	15,0%	15,9%	15,9%	15,7%	15,6%	-0,1
Prêts aux ménages en difficulté	Age moyen des bénéficiaires	43,3	43,8	42,9	43,7	43,5	43,5	43,5	43,4	0,0
	% moins de 30 ans	7,7%	6,9%	8,5%	6,2%	6,9%	6,9%	7,4%	7,1%	-0,3
	Montants engagés (en milliers d'euros)	23 441	17 428	15 417	19 939	19 797	19 797	77 433	55 153	-28,8%
	Montants versés (en milliers d'euros)	26 534	23 165	13 389	14 740	16 073	16 073	72 876	44 201	-39,3%
	Nombre de nouvelles aides	2 864	3 828	2 720	2 167	2 932	2 932	7 923	7 819	-1,3%
TOTAL	Age moyen des bénéficiaires	33,2	31,2	31,5	31,7	33,6	33,6	32,4	32,4	-0,1
	% moins de 30 ans	42,2%	52,8%	51,3%	51,8%	40,3%	40,3%	46,9%	47,3%	0,5
	Montants engagés (en milliers d'euros)	6 449	7 126	5 760	5 030	6 738	6 738	17 026	17 529	2,9%
	Montants versés (en milliers d'euros)	5 720	7 758	5 506	4 437	6 003	6 003	15 860	15 946	0,5%
	% subvention	95,1%	96,2%	96,7%	96,7%	96,8%	96,8%	95,5%	96,8%	1,3
Prêts aux ménages en difficulté	% prêt	4,9%	3,8%	3,3%	3,2%	3,2%	3,2%	4,5%	3,2%	-1,3
	Nombre de nouvelles aides	173	191	137	153	135	135	494	425	-14,0%
	Age moyen des bénéficiaires	41,3	40,2	40,3	41,8	42,3	42,3	41,5	41,5	-0,1
	% moins de 30 ans	5,2%	9,5%	6,6%	3,9%	4,4%	4,4%	2,8%	4,9%	2,1
	Montants engagés (en milliers d'euros)	5 011	4 861	4 630	3 828	3 523	3 523	15 135	11 981	-20,8%
TOTAL	Montants versés (en milliers d'euros)	4 960	5 057	3 769	4 069	3 423	3 423	13 936	11 261	-19,2%
	Nombre de nouvelles aides	98 085	92 415	74 228	71 815	76 366	76 366	273 851	222 409	-18,8%
	Montants engagés (en milliers d'euros)	356 822	301 044	274 032	302 106	308 470	308 470	1 088 236	884 608	-18,7%
	Montants versés (en milliers d'euros)	217 618	170 432	129 651	142 150	160 750	160 750	636 865	432 551	-32,1%

Tableau 4 : Répartition des aides distribuées et des montants versés au 3^e trimestre 2015 par région/département (1/2)

	Avance LOCA-PASS		Garantie LOCA-PASS		Prêt ACCESION		Prêt TRAVAUX		MOBILI-PASS		Prêts aux ménages en difficulté		TOTAL	
	Nombre	Montants versés (k€)	Nombre	Montants versés (k€)	Nombre	Montants versés (k€)	Nombre	Montants versés (k€)	Nombre	Montants versés (k€)	Nombre	Montants versés (k€)	Nombre	Montants versés (k€)
ILE-DE-FRANCE	4 589	2 019	6 641	2 854	1 413	29 343	348	2 664	295	633	17	324	13 303	37 837
75-Paris	571	256	1 041	205	64	1 455	27	199	66	142	1	7	1 770	2 264
77-Seine-et-Marne	790	834	834	419	26	3 749	55	420	26	56	94	5	1 917	5 085
78-Yvelines	636	280	907	361	241	5 030	67	491	42	90	42	1	1 893	6 254
91-Essonne	521	229	743	533	253	5 241	44	318	25	52	1	5	1 587	6 378
92-Hauts-de-Seine	488	212	603	186	183	4 095	49	371	176	81	43	3	1 406	5 084
93-Seine-Saint-Denis	660	290	1 116	474	147	3 043	27	229	17	35	3	50	1 970	4 120
94-Val-de-Marne	452	199	638	365	28	3 309	36	272	10	60	2	40	1 306	4 245
95-Val d'Oise	471	205	759	311	167	3 421	43	363	10	22	4	85	1 454	4 406
CHAMPAGNE-ARDENNE	973	392	497	101	105	1 155	87	516	54	104	4	124	1 720	2 392
08-Ardennes	85	37	11	0	10	99	26	138	2	4	1	24	135	301
10-Aube	336	134	266	52	39	386	24	153	26	47	2	60	693	832
51-Marne	514	207	215	49	45	570	31	183	24	49	1	40	830	1 098
52-Haute-Marne	38	15	5	0	11	100	6	42	2	4	0	0	62	161
PICARDIE	1 289	528	1 084	262	148	1 937	100	773	26	53	7	117	2 654	3 670
02-Aisne	266	107	278	72	21	225	27	209	5	8	1	16	598	639
60-Oise	675	276	627	170	87	1 235	35	270	13	28	5	96	1 442	2 074
80-Somme	348	145	179	20	40	477	38	294	8	17	1	5	614	958
HAUTE-NORMANDIE	1 241	494	1 058	464	265	4 003	93	575	38	81	5	202	2 700	5 819
27-Eure	311	131	359	160	64	902	29	197	6	11	4	162	773	1 564
76-Seine-Maritime	930	363	699	304	201	3 101	64	378	32	70	1	40	1 927	4 256
BASSE-NORMANDIE	666	264	442	105	130	1 738	64	427	21	42	1	40	1 324	2 616
14-Calvados	327	140	164	62	85	1 153	37	249	11	23	0	0	624	1 627
50-Manche	221	80	209	34	37	500	12	85	9	17	0	0	488	715
61-Orne	118	45	69	9	8	84	15	93	3	2	1	40	212	273
CENTRE-VAL DE LOIRE	2 687	1 007	2 307	620	358	4 514	75	543	190	390	25	887	5 642	7 961
18-Cher	248	97	176	26	23	233	13	69	19	36	1	40	480	502
28-Eure-et-Loir	196	72	143	18	38	433	14	129	16	32	1	2	408	686
36-Indre	257	94	240	56	28	283	8	54	23	44	2	80	558	610
37-Indre-et-Loire	851	305	913	181	128	1 699	17	104	43	95	104	9	1 961	2 744
41-Loire-et-Cher	208	80	113	106	30	329	9	86	18	32	3	82	381	716
45-Loiret	927	359	722	232	111	1 537	14	101	71	152	9	323	1 854	2 703
BOURGOGNE	1 138	460	908	284	135	1 581	94	576	79	162	1	0	2 355	3 063
21-Côte d'Or	287	119	370	113	42	667	27	207	41	90	0	0	767	1 196
58-Nièvre	199	75	133	45	9	76	16	72	5	10	0	0	362	277
71-Saône-et-Loire	289	119	192	80	54	532	16	192	16	30	0	0	584	953
89-Yonne	363	147	213	47	30	306	18	105	17	32	1	0	642	637
NORD-PAS-DE-CALAIS	2 217	958	1 068	575	271	3 426	155	965	85	177	6	183	3 802	6 284
59-Nord	1 395	597	792	427	187	2 560	90	550	75	158	4	107	2 543	4 400
62-Pas-de-Calais	822	361	276	148	84	866	65	415	10	18	2	77	1 259	1 884
LORRAINE	1 703	672	1 258	422	165	2 057	167	1 186	42	84	3	8	3 338	4 430
54-Meurthe-et-Moselle	583	234	505	172	58	776	31	230	11	24	2	5	1 190	1 442
55-Meuse	83	31	37	6	5	40	8	63	1	2	0	0	134	142
57-Moselle	776	310	628	210	79	1 029	88	602	27	53	2	2	1 598	2 207
88-Vosges	261	97	88	33	23	212	40	291	3	5	1	1	416	640
ALSACE	911	385	667	250	199	2 651	97	691	58	118	3	78	1 935	4 174
67-Bas-Rhin	486	212	335	122	129	1 829	71	512	27	56	3	78	1 051	2 809
68-Haut-Rhin	425	174	332	128	70	822	26	179	31	62	0	0	884	1 365
FRANCHE-COMTE	524	210	320	105	110	1 326	103	741	46	81	2	46	1 105	2 509
25-Doubs	269	108	191	55	54	717	42	309	14	23	1	6	571	1 218
39-Jura	95	40	42	19	13	123	27	185	3	5	1	40	181	412
70-Haute-Saône	86	35	34	18	24	262	26	189	2	0	0	0	172	507
90-Territoire de Belfort	74	28	53	12	19	224	8	58	27	50	0	0	181	372



Tableau 5 : Répartition des aides distribuées et des montants versés au 3^e trimestre 2015 par région/département (2/2)

	Avance LOCA-PASS		Garantie LOCA-PASS		Prêt ACCESSION		Prêt TRAVAU		MOBILI-PASS		Prêts aux ménages en difficulté		TOTAL	
	Nombre	Montants versés (k€)	Nombre	Montants versés (k€)	Nombre	Montants versés (k€)	Nombre	Montants versés (k€)	Nombre	Montants versés (k€)	Nombre	Montants versés (k€)	Nombre	Montants versés (k€)
PAYS DE LA LOIRE	1 995	822	1 568	267	408	5 893	156	936	226	455	11	270	4 364	8 644
44-Loire-Atlantique	998	432	1 020	129	216	3 725	80	484	147	308	4	66	2 465	5 143
49-Maine-et-Loire	127	83	126	28	19	739	20	50	173	0	0	0	452	1 095
53-Moyenne	120	49	42	20	67	232	22	116	27	32	1	40	228	475
72-Sartre	451	169	303	97	75	766	11	80	22	42	6	165	868	1 318
85-Vendée	217	90	77	12	31	401	13	84	13	24	0	0	351	612
BRETAGNE	1 699	671	1 075	224	451	5 816	106	679	67	128	5	124	3 403	7 642
22-Côtes d'Armor	221	85	142	20	52	545	20	132	6	11	0	0	441	793
29-Finistère	379	149	148	48	13	1 216	24	145	13	23	1	40	671	1 622
35-Ile-et-Vilaine	727	286	602	117	221	3 071	34	68	1623	3831	2	40	1 623	3 831
56-Morbihan	372	151	185	40	70	984	25	156	14	25	2	40	668	1 396
POTOU-CHARENTES	544	221	335	91	92	1 077	44	264	74	144	5	200	1 094	1 997
16-Charente	229	92	83	31	34	361	14	86	15	28	2	80	377	678
17-Charente-Maritime	111	49	41	5	22	277	53	202	26	477	1	40	210	477
79-Deux-Sèvres	42	18	6	2	16	30	8	37	30	30	0	0	88	290
86-Vienne	162	63	205	53	20	237	13	88	17	32	2	80	419	552
AQUITAINE	1 560	664	1 444	383	365	5 038	80	489	293	596	9	198	3 751	7 369
24-Dordogne	113	48	63	14	17	150	9	54	15	25	2	42	219	333
33-Gironde	968	410	1 187	334	160	2 536	33	213	200	421	5	94	2 553	4 008
40-Landes	89	41	25	5	58	671	7	27	18	33	0	0	197	778
47-Lot-et-Garonne	128	53	9	2	22	245	10	49	15	27	0	0	184	376
64-Pyrénées-Atlantiques	262	112	160	28	108	1 436	21	146	45	89	2	62	598	1 874
MIDI-PYRENEES	2 230	953	1 883	504	494	6 763	38	255	337	686	0	0	4 982	9 161
09-Ariège	57	24	20	3	16	141	0	0	9	16	0	0	102	184
12-Aveyron	47	19	4	2	21	39	1	5	21	203	0	0	89	203
31-Haute-Garonne	1 558	666	1 655	446	374	5 721	29	179	236	500	0	0	3 852	7 511
32-Gers	67	29	7	4	14	113	1	9	6	10	0	0	95	166
46-Lot	56	25	22	5	8	56	1	6	14	10	0	0	101	118
65-Hautes-Pyrénées	130	53	95	15	20	184	3	24	17	31	0	0	265	307
84-Tarn	178	77	36	5	25	203	3	36	23	42	0	0	265	348
82-Tarn-et-Garonne	137	59	44	24	21	208	0	11	11	21	0	0	213	323
LIMOUSIN	373	149	119	32	34	383	25	141	25	48	3	74	579	827
19-Corrèze	135	56	30	15	9	75	7	41	10	18	2	40	193	244
23-Creuse	33	12	15	4	2	24	2	7	2	2	0	0	54	63
87-Haute-Vienne	205	81	74	14	23	284	16	81	13	26	1	33	332	520
RHONE-ALPES	4 745	1 958	4 137	1 660	983	16 230	325	2 096	434	888	14	337	10 638	23 169
01-Ain	558	226	475	163	72	896	23	149	27	52	2	55	1 157	1 542
07-Ardèche	141	58	67	24	29	267	15	130	8	15	1	24	263	534
26-Drôme	319	139	174	46	44	348	22	154	16	25	1	2	576	715
38-Isère	858	362	847	300	191	3 011	70	470	57	116	3	124	2 026	4 383
42-Loire	585	222	327	84	83	960	61	370	15	27	1	6	1 072	1 670
69-Rhône	1 707	706	1 643	699	464	9 079	89	526	243	520	4	86	4 150	11 616
73-Savoie	187	78	193	71	46	669	22	176	16	31	21	21	465	1 047
74-Haute-Savoie	390	166	411	273	54	999	21	122	52	101	1	3	929	1 663
Auvergne	902	360	509	67	163	2 084	97	531	96	179	2	75	1 769	3 297
03-Allier	302	118	88	13	26	243	25	131	31	59	1	35	473	600
15-Cantal	46	19	18	2	5	40	12	72	2	2	0	0	83	136
43-Haute-Loire	108	44	43	3	10	116	10	78	5	9	1	40	177	290
63-Puy-de-Dôme	446	179	360	49	122	1 685	50	249	58	109	0	0	1 036	2 272
LANGUEDOC-ROUSSILLON	1 058	464	629	156	214	3 089	33	214	114	239	1	40	2 049	4 202
11-Aude	95	42	28	7	18	187	2	9	6	11	0	0	149	256
30-Gard	241	107	96	34	53	709	12	87	19	39	0	0	421	976
34-Hérault	539	233	472	102	115	1 862	14	94	75	160	1	40	1 216	2 492
48-Lozère	12	5	3	0	3	40	2	15	0	0	0	0	20	60
66-Pyrénées-Orientales	171	77	30	12	25	291	3	10	14	28	0	0	243	417
PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR	1 470	663	1 025	504	564	10 314	97	652	306	659	11	97	3 473	12 888
04-Alpes de Haute-Provence	47	21	32	9	10	118	3	11	2	4	0	0	94	164
05-Hautes-Alpes	59	25	18	2	2	22	2	2	1	2	0	0	90	79
06-Alpes-Maritimes	267	120	260	82	127	2 375	118	190	118	258	2	10	801	3 035
13-Bouches-du-Rhône	610	274	510	310	299	5 788	43	300	323	323	4	66	1 617	7 061
83-Var	174	82	57	13	90	1 471	21	121	18	37	5	21	365	1 744
84-Vaucluse	313	142	140	71	36	540	1	18	16	35	0	0	506	805
CORSE	26	12	6	0	16	271	7	53	2	4	0	0	57	341
DOM	262	123	20	3	10	177	13	103	24	52	0	0	329	458
TOTAUX	34 802	14 451	29 000	9 932	7 093	110 867	2 404	16 073	2 932	6 003	135	3 423	76 366	160 750

GLOSSAIRE DES AIDES

Avance LOCA-PASS

Bénéficiaires : les salariés des entreprises du secteur privé non agricole, les jeunes de moins de 30 ans en formation professionnelle ou en recherche d'emploi ou en situation d'emploi.

Modalités : avance remboursable du dépôt de garantie exigé à l'entrée des lieux. L'aide est accordée sous forme d'un prêt à taux nul, remboursable sur une durée modulable dans la limite de 25 mois, avec un différé de 3 mois suivant l'entrée dans les lieux.

Montant : selon le montant du loyer, avec un plafond de 500€.

Conditions : la demande doit être présentée au plus tard 2 mois après l'entrée dans les lieux. Le logement doit constituer la résidence principale du locataire.

Garantie LOCA-PASS

Bénéficiaires : les salariés des entreprises du secteur privé non agricole, les jeunes de moins de 30 ans en formation professionnelle ou en recherche d'emploi ou en situation d'emploi.

Modalités : engagement d'impayés de loyers pris pour une durée de 3 ans ou pour la durée initiale du bail si celle-ci est inférieure à 3 ans. En cas de mise en jeu de la garantie, le bénéficiaire doit rembourser les sommes acquittées par le CIL sur une durée maximale de 3 ans.

Montant : prise en charge au maximum de 9 mensualités de loyers et charges locatives impayés, plafonnées à 2 000€ par mensualité garantie.

Conditions : la demande doit être présentée au plus tard 2 mois après l'entrée dans les lieux. Le logement doit constituer la résidence principale du locataire. Le logement doit appartenir à une personne morale et faire l'objet d'une convention ouvrant droit à l'APL ou d'une convention signée avec l'Anah.

Prêt accession - Prêt pour construction ou acquisition dans le neuf

Bénéficiaires : les salariés des entreprises du secteur privé non agricole de 10 salariés et plus.

Modalités : le prêt finance soit l'acquisition de terrain suivie de construction, soit la construction ou l'acquisition d'un logement neuf.

Montant : plafonné, dans la limite de 30% du coût total de l'opération, selon la zone géographique : 25 000€ en zone A, 20 000€ en zone B1, 15 000€ en zone B2 et 10 000€ en zone C. Des majorations de 5 000€ à 10 000€ sont possibles dans certains cas particuliers (mobilité professionnelle, jeunes de moins de 30 ans, acquéreurs dans le cadre de l'accession sociale à la propriété, anciens locataires d'un logement HLM).

Taux : taux d'intérêt nominal annuel : 1%.

Durée : libre, dans la limite de 20 ans.

Conditions : le logement doit être occupé à usage de résidence principale. Le logement doit être neuf et doit respecter des conditions de performance énergétique. Le bénéficiaire doit justifier de ressources (revenu fiscal de référence du ménage) inférieures aux plafonds PLI.



Prêt accession - Prêt pour acquisition dans l'ancien

Bénéficiaires : les salariés des entreprises du secteur privé non agricole de 10 salariés et plus.

Modalités : le prêt finance l'acquisition, sans travaux, d'un logement à usage de résidence principale.

Montant : plafonné, dans la limite de 30% du coût total de l'opération, selon la zone géographique : 25 000€ en zone A, 20 000€ en zone B1, 15 000€ en zone B2 et 10 000€ en zone C. Des majorations de 5 000€ à 10 000€ sont possibles dans certains cas particuliers (mobilité professionnelle, jeunes de moins de 30 ans, acquéreurs dans le cadre de l'accession sociale à la propriété, anciens locataires d'un logement HLM).

Taux : taux d'intérêt nominal annuel : 1%.

Durée : libre, dans la limite de 20 ans.

Conditions : le logement doit être occupé à usage de résidence principale. Le diagnostic de performance énergétique (DPE) du logement acquis dans l'ancien doit être au moins de catégorie D. Le bénéficiaire doit justifier de ressources (revenu fiscal de référence du ménage) inférieures aux plafonds PLI.

Prêt travaux - Prêt travaux agrandissement

Bénéficiaires : les salariés des entreprises du secteur privé non agricole de 10 salariés et plus.

Modalités : prêt pour financer des travaux d'agrandissement de la résidence principale.

Montant : jusqu'à 100% du prix de revient de l'opération dans la limite de 10 000€.

Taux : taux d'intérêt nominal annuel : 1%.

Durée : libre, dans la limite de 20 ans.

Conditions : les travaux d'agrandissement doivent conduire à la création d'une surface habitable d'au moins 14m². Le bénéficiaire doit justifier de ressources (revenu fiscal de référence du ménage) inférieures aux plafonds PLI. Le bénéficiaire doit être propriétaire du logement.

Prêt travaux - Prêt travaux d'amélioration de la performance énergétique

Bénéficiaires : les salariés des entreprises du secteur privé non agricole de 10 salariés et plus.

Modalités : prêt pour financer des travaux d'amélioration de la performance énergétique du logement.

Montant : jusqu'à 100% du prix de revient de l'opération dans la limite de 10 000€.

Taux : taux d'intérêt nominal annuel : 1%.

Durée : libre, dans la limite de 10 ans.

Conditions : les travaux finançables doivent conduire à une amélioration de la performance énergétique (isolation thermique des toitures, des murs donnant sur l'extérieur, installation ou remplacement de systèmes de chauffage etc.). Le bénéficiaire doit justifier de ressources (revenu fiscal de référence du ménage) inférieures aux plafonds PLI. Le bénéficiaire doit être propriétaire du logement.

Prêt travaux - Prêt travaux d'amélioration de la résidence principale

Bénéficiaires : les salariés des entreprises du secteur privé non agricole de 10 salariés et plus.

Modalités : prêt pour financer des travaux d'amélioration de la résidence principale.

Montant : jusqu'à 100% du prix de revient de l'opération dans la limite de 10 000€.

Taux : taux d'intérêt nominal annuel : 1%.

Durée : libre, dans la limite de 10 ans.

Conditions : les travaux finançables doivent être des travaux d'accessibilité et d'adaptation (normes minimales d'habitabilité, travaux d'amélioration de l'habitat et de la vie quotidienne etc.). Le bénéficiaire doit justifier de ressources (revenu fiscal de référence du ménage) inférieures aux plafonds PLI. Le bénéficiaire doit être propriétaire et occupant du logement.

Prêt travaux - Prêt travaux en faveur des copropriétés dégradées

Bénéficiaires : les salariés des entreprises du secteur privé non agricole de 10 salariés et plus.

Modalités : prêt pour financer des travaux tant sur les parties communes que sur les parties privatives dans une copropriété dégradée.

Montant : jusqu'à 100% du prix de revient de l'opération dans la limite de 10 000€.

Taux : taux d'intérêt nominal annuel : 1%.

Durée : libre, dans la limite de 10 ans.

Conditions : les travaux doivent être réalisés dans les copropriétés faisant l'objet d'un plan de sauvegarde ou d'une opération programmée d'amélioration de l'habitat et comportant des actions pour les copropriétés dégradées. Le logement doit être à usage de résidence principale. Le bénéficiaire doit justifier de ressources (revenu fiscal de référence du ménage) inférieures aux plafonds PLI. Le bénéficiaire doit être propriétaire du logement.

Prêt travaux - Prêt travaux ou subvention pour l'adaptation du logement des personnes handicapées

Bénéficiaires : les salariés des entreprises du secteur privé non agricole de 10 salariés et plus.

Modalités : prêt pour financer des travaux d'accessibilité et d'adaptation réalisés dans des logements destinés à des personnes handicapées.

Montant : jusqu'à 100% du prix de revient de l'opération dans la limite de 10 000€.

Taux : taux d'intérêt nominal annuel : 1%.

Durée : libre, dans la limite de 10 ans.

Conditions : le logement doit être à usage de résidence principale. Les travaux doivent être des travaux d'accessibilité ou d'adaptation du logement. Les travaux doivent être réalisés dans des logements destinés à être occupés par des personnes handicapées. Le bénéficiaire doit justifier de ressources (revenu fiscal de référence du ménage) inférieures aux plafonds PLI. Le bénéficiaire doit être propriétaire et occupant du logement.

Aide MOBILI-PASS

Bénéficiaires : les salariés des entreprises du secteur privé non agricole de 10 salariés et plus.

Modalités : subvention et/ou prêt pour faciliter la mobilité professionnelle.

Montant : plafonné à 3 500€ en zones A et B1, et à 3 000€ en zones B2 et C. La subvention est plafonnée à 2 200€ en zones A et B1, et à 1 900€ en zones B2 et C. Le prêt est en complément de la subvention dans la limite du montant plafond.

Taux du prêt : taux d'intérêt nominal annuel : 1%.

Durée du prêt : 36 mois maximum.

Conditions : l'aide est accordée en cas d'embauche, de mutation ou d'envoi en formation dans le cadre d'un plan de sauvegarde de l'emploi. La distance entre l'ancienne résidence et la nouvelle doit être supérieure à 70 km ou la distance entre le nouveau lieu de travail et l'ancienne résidence occasionne un temps de transport supérieur à 1 heure 15. La subvention finance les frais d'accompagnement à la recherche d'un logement locatif réalisée par un prestataire de mobilité. Le prêt couvre les autres dépenses. Le bénéficiaire doit justifier de ressources (revenu fiscal de référence du ménage) inférieures aux plafonds PLI.



Prêt aux ménages en difficulté - Prêt pour propriétaire en difficulté : allègement de charges liées au logement (ex-SECURI-PASS)

Bénéficiaires : les salariés des entreprises du secteur privé non agricole de 10 salariés et plus, les demandeurs d'emploi depuis moins de 12 mois et dont le dernier employeur était une entreprise assujettie à la PEEC.

Modalités : prêt sans intérêt pour favoriser le maintien dans le logement.

Montant : 18 000€ maximum. Les mensualités des emprunts immobiliers peuvent être prises en compte pendant une période de 6 mois, renouvelable une fois.

Durée : libre, avec ou sans différé d'amortissement.

Conditions : le bénéficiaire doit être en condition de déséquilibre financier (par exemple : diminution des revenus du ménage d'au moins 25%, augmentation des charges à caractère immobilier les faisant passer à plus de 35% des revenus).

Prêt aux ménages en difficulté - Prêt pour propriétaire en difficulté : refinancement de prêt immobilier plus onéreux

Bénéficiaires : les salariés des entreprises du secteur privé non agricole de 10 salariés et plus, les demandeurs d'emploi depuis moins de 12 mois et dont le dernier employeur était une entreprise assujettie à la PEEC.

Modalités : prêt pour le remboursement total ou partiel de tout prêt immobilier plus onéreux contracté pour le financement de la résidence principale du demandeur.

Montant : 40 000€ maximum.

Taux : taux d'intérêt nominal annuel : 1%.

Durée : libre, avec ou sans différé d'amortissement.

Conditions : le bénéficiaire doit être en condition de déséquilibre financier (par exemple : diminution des revenus du ménage d'au moins 25%, augmentation des charges à caractère immobilier les faisant passer à plus de 35% des revenus).